



Chili

Introduction

Le modèle économique néolibéral imposé au Chili pendant le régime militaire dictatorial au pouvoir entre 1973 et 1990, et sous les gouvernements démocratiques subséquents, a favorisé la croissance de grandes entreprises et a eu de considérables incidences sur la justice sociale, l'exploitation des ressources naturelles ainsi que sur la préservation de la vie, de la culture et des traditions des populations autochtones.

Plus spécifiquement, ce modèle a encouragé les industries d'extraction à des fins d'exportation, notamment l'industrie minière, l'agro-industrie et la foresterie. Les études montrent que le modèle chilien de développement forestier constitue la cause principale de la perte des forêts indigènes [1] et de la biodiversité associée. Ceci génère des effets directs et dévastateurs sur les communautés paysannes et autochtones qui dépendent des forêts pour leurs besoins alimentaires, leur médecine traditionnelle et pour leurs pratiques religieuses. Des activités industrielles forestières hydroélectriques subventionnées ont été implantées sur les terres de ces communautés sans leur accord, et leur territoires ont été pollués par les fabriques de papier.

L'évaluation CCRI a été menée dans trois localités du sud du Chili, sélectionnées pour leurs difficultés spécifiques et pour leur diversité écologique. Les communautés vivant dans cette région sont particulièrement touchées par les activités de reforestation et par l'implantation de grands projets hydroélectriques destinés à fournir de l'énergie aux industries minières. Des 'conversations guidées' ont été menées et les ateliers avec les communautés se sont concentrés sur des exercices de cartographie sociale ou géographique pour permettre aux populations de collecter des informations sur leurs ressources et les défis auxquels leur résilience doit faire face, et d'y réfléchir.

Le premier groupe de communautés est celui de Santa Bárbara-Quilaco-Alto Bio-Bío. Des communautés paysannes non-autochtones cohabitent avec des populations autochtones de Mapuche-Pehuenche qui sont traditionnellement liées aux zones Andea deciduous et aux hautes forêts Andea Araucaria. [2] Ces populations doivent faire face à l'expansion de la foresterie industrielle et à la construction de projets hydroélectriques.

La deuxième communauté est celle des Tralcao-Mapu. Dans cette communauté, la plupart des paysans sont issus des populations autochtones de Mapuche-Lafquenche, dont l'histoire est connue pour être celle d'un peuple combattant, déterminé à sauvegarder sa culture, ses coutumes et ses terres humides. Cette communauté est liée à la forêt pluviale tempérée 'Valdivian', appartenant au type de forêts coigüe-raulí-tepa. [3] Leur territoire est menacé par la croissance de monocultures arboricoles et par la pollution issue de l'industrie de cellulose.

Les membres de la troisième communauté, celle des Chanlelfu, sont aussi des Mapuche-Pehuenche. Leur lutte se porte contre les plantations forestières qui menacent la biodiversité et certains lieux ayant une valeur culturelle.



Resilience et conservation communautaire au Chili

Les communautés rapportent d'importantes incidences sociales et biologiques constituant des menaces à leur résilience et à leur capacité de continuer à vivre en respectant et préservant leurs écosystèmes locaux et la biodiversité. Toutes les communautés interrogées entretiennent une lutte contre les activités de foresterie, les fabriques de papier et les usines hydroélectriques, dans le but de protéger leurs sites sacrés, les zones humides et les forêts où ils vivent et d'où ils tirent leur nourriture et pharmacopée.

Les conséquences dont les communautés font état sont celles de la contamination de l'air et des eaux par les fabriques de papier suivie, dont la détérioration drastique de la biodiversité qui en découle génère des déséquilibres dans

la chaîne alimentaire. Par exemple, les cultures paysannes aboutissent souvent par un échec à cause des pluies acides que les gaz émanant des usines industrielles génèrent et qui se mêlent aux eaux de pluie. Les populations signalent fréquemment de nombreux problèmes liés à l'eau, notamment des pénuries de cette ressource et des changements constatés dans le cours des rivières et les inondations. Elles s'inquiètent aussi que les risques menaçant la sécurisation des barrages pendant les orages, les tremblements de terre et les phénomènes

volcaniques ne soient pas pris en considération dans les évaluations d'impacts environnementaux des projets.

Le contexte socio-économique en mutation affecte également la viabilité des communautés. Des principales craintes, on retrouve celle concernant la réinstallation des populations dans de nouvelles zones avec peu ou pas de soutien, ainsi que celle concernant la réduction de terrains disponibles pour l'agriculture et de ceux investis pour les pratiques traditionnelles. Par ailleurs, les politiques

Elles adoptent des pratiques agricoles traditionnelles de petite échelle sans utiliser de pesticides ou d'autres produits phytosanitaires. Certaines communautés pratiquent aussi l'apiculture traditionnelle avec des espèces résistantes à la symptomatique disparition des abeilles. Les zones de production d'herbes et de plantes médicinales appelées "menocos" en langue Mapudungun sont protégées par les communautés ; aussi ces dernières répandent ces plantes et s'en servent autant pour un usage domestique et que pour lutter contre l'érosion dans les vallées. Mais leurs



Photo du groupe de participants à l'atelier de la communauté Chanlelfu. Carolina Lagos/CIC

gouvernementales négligent la nature organique des communautés et ont tendance à les disperser. Les communautés sont aussi particulièrement préoccupées par l'exode rural des jeunes générations vers les centres urbains, et ont fait part de leur inquiétude quant à la perte des savoirs ancestraux et à la discrimination des personnes parlant dans leurs langues autochtones.

Les communautés se sont activement engagées à maintenir et à préserver la biodiversité locale.

activités de propagation et de production sont actuellement entravées dans certaines zones à cause du manque d'eau et de la pollution générée par les fabriques de papier. Les champignons sauvages comestibles sont aussi récoltés de telle manière à faciliter la dispersion des spores.



Conclusions préliminaires et recommandations

La résilience des communautés et leur capacité à continuer de gérer et protéger leur environnement local pourraient être renforcées de manière significative par des politiques destinées à les autonomiser – à travers la promotion de l'autodétermination, le renforcement des cultures, la sauvegarde des langues locales et la dynamisation de relations traditionnelles à la nature.

Leur résilience serait également améliorée si la vision du monde et la culture Mapuche bénéficiaient d'un grand respect. Ce progrès implique le retour des communautés Mapuche à leurs terres ancestrales, mais suppose aussi qu'il leur soit permis d'exercer leur souveraineté et que leur participation aux prises de décision sur leurs territoires soit garantie. Le développement d'une éducation interculturelle contribuerait à améliorer les relations entre les communautés Mapuche et non-Mapuche et permettrait de renforcer la solidarité et la coopération.

De manière générale, le rétablissement de l'écosystème, la régénération forestière et l'agriculture durable sont des priorités cruciales. A cet égard, il est important d'abandonner le modèle industriel de production forestière et de limiter l'installation des mégaprojets énergétiques. Il est également nécessaire de renforcer les institutions chargées de l'évaluation et du contrôle des impacts environnementaux. Des projets locaux pour la génération d'énergie devraient être développés en collaboration avec les

communautés, en mettant à profit les structures de prise de décision qu'ils ont déjà conçues et en leur procurant un soutien financier et institutionnel. Ces projets bénéficieront de l'intérêt des communautés à y prendre part, ce qui les aidera dans la résolution de leurs propres difficultés.

Les recommandations des communautés de Santa Bárbara-Quilaco-Alto Bio-Bío insistent explicitement sur l'importance d'arrêter la construction de barrages sur leur territoire (y compris l'usine hydroélectrique de Rucalhue) et aussi sur celle de transférer l'administration des barrages existants et des services d'eau dans le domaine public. Elles souhaitent aussi être en mesure d'empêcher l'occupation de leurs terres, de pouvoir accéder librement à leurs territoires, cours d'eau et forêts ; de régénérer les écosystèmes locaux ; de suivre librement différentes méthodes agricoles et leurs pratiques traditionnelles ; enfin, de promouvoir l'éducation sur les valeurs et pratiques durables.

La Communauté Tralcao-Mapu a retenu plusieurs domaines législatifs ou mesures qui pourraient améliorer leur bien-être en harmonie avec la nature. Il est question d'améliorer certains services communautaires importants (en particulier le transport routier et maritime). La communauté invite aussi à rehausser l'économie locale à travers la pratique de méthodes variées et autonomes de production alimentaire mettant au premier rang des méthodes biologiques ; et renvoient à d'autres améliorations

connexes telles que la création d'opportunités commerciales plus équitables, l'établissement d'un contact direct avec les consommateurs, la création d'une école professionnelle à vocation agricole et la mise en place de meilleures infrastructures agricoles notamment de serres.

Elles exigent que les cours d'eau soient maintenus sains afin de préserver et de renforcer la biodiversité locale, mais aussi que les forêts, rivières et terres humides traditionnelles de Tralco soient protégées et étendues. Elles voudraient que des systèmes d'énergie renouvelable non conventionnelle (ERNC) soient incorporés au niveau de leur communauté, notamment des technologies solaires, éoliennes et bio-alimentaires. Finalement, elles tiennent à ce que les terres restent aux mains des familles locales pendant des générations, qui pourraient alors rétablir l'utilisation des herbes et plantes médicinales et promouvoir la gastronomie traditionnelle Mapuche.

Les membres de la communauté Chanlelfu veulent récupérer leurs terres et souhaitent aussi que les processus de prise de décisions soient décentralisés : ils en appellent à l'autodétermination et l'autogestion, veulent que leurs problèmes soient résolus au niveau local et non à Santiago. Ils réclament que le peuple Mapuche et sa langue Mapudungun soient reconnus à un niveau constitutionnel et que l'éducation des enfants soient basées sur les valeurs Mapuche. Ils insistent aussi sur l'importance de



l'agro-écologie et de la création d'écoles à vocation agricole et souhaiteraient créer leur propre centre de formation. Dans leurs priorités, ils envisagent d'entreprendre la plantation d'arbres indigènes et de protéger les lits des fleuves. Ils estiment aussi nécessaire que le dallage et la

réparation des routes soient entrepris.

Finalement, l'un des principes de la vision du monde des Mapuche est la dualité. Sous cette perspective, l'homme et la femme sont égaux et se complètent. Cependant, certains rapports écrits indiquent la présence

de violence dans les relations entre hommes et femmes, ce qui est une problématique qui mérite d'être mieux abordée. Il est important de continuer à promouvoir et à soutenir le leadership que les femmes ont déjà développé.

Témoignage

Francisco Manquecheo, âgé de 62 ans, est membre de la communauté Tralcao, San José de la Mariquina dans la région de Los Ríos. Francisco a rejoint sa terre où il a grandi pour travailler et vivre dans la campagne. Cependant, l'installation de l'industrie forestière et de ses monocultures ont pollué l'air et l'eau. Francisco déclare : «la Société Celco est arrivée... les autorités ont dit qu'il s'agissait d'une grande société qui fournirait des emplois à des milliers de personnes de Mariquina. Mais au final, seulement dix personnes de Mariquina ont été embauchées, parmi lesquelles une seule était de ma communauté ».



Carolina Lagos/CIC



Forêts et plantations de pins dans les collines à proximité de la communauté Chanlelfu. Carolina Lagos/CIC



Communauté Alto BioBío, Lamgiem Pedro Suarez Goats. Carolina Lagos/CIC

Références

- [1] Aguayo, M.; Pauchard, A.; Azócar, G.; Parra, O., 2009. Changement de l'usage des sols dans le centre du Chili à la fin du XXe siècle. Comprenant la dynamique spatiale et temporelle du paysage. *Revue Chilienne d'Histoire Naturelle*. Disponible sur le site internet : Scientific Electronic Library on Line Chile website. http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0716-078X2009000300004&script=sci_arttext. Accès le 31 Juillet, 2015.
- [2] Gajardo, R. 1994. La végétation naturelle du Chili : classification et distribution géographique. Editorial Universitaire.
- [3] Donoso, C. 1981. Types forestiers des bosquets indigènes du Chili. Document de Travail N° 38. Enquête et Développement Forestier (CONAF, PNUD-FAO) (Publication FAO Chili). *Revue Chilienne d'Histoire Naturelle*.

